

Connaissez-vous TED-I ?

Imaginez que l'on vous annonce que vous allez accueillir dans votre classe un robot représentant physiquement un élève empêché, pour des raisons médicales, de se déplacer dans son établissement scolaire. Imaginez que ce robot filme tout, imite la bruit de la respiration humaine, se déplace dans votre classe, mais aussi partout dans l'établissement, y compris à la cantine, et que pour l'accompagner, on lui affecte non seulement des élèves, mais aussi des collègues AESH ! Ajoutez que la start-up Awabot (« leader de la téléprésence mobile ») qui a conçu les prototypes de ces appareils « innovants » n'a pas prévu que le robot emprunte les escaliers, ni que les établissements ne sont pas équipés de wi-fi dédié ouvert sur site... Non, ces derniers détails ne sont pas faits pour faire réaliste, car la situation n'a pas été écrite par les scénaristes de la série Black Mirror.

Il s'agit bel et bien d'un exemple de l'éducation version 3.0 voulue par le gouvernement. C'est sur le site du ministère que l'on trouve le descriptif de la technologie "Travailler Ensemble à Distance et en interaction" :

« Le programme TED-i propose de bénéficier gratuitement de dispositifs innovants de télé-éducation inclusive, grâce à des systèmes de télé présence robotisés (STPR). Ces systèmes sont destinés à améliorer l'accompagnement pédagogique et la socialisation des jeunes élèves ou étudiants (depuis l'école primaire jusqu'à l'université). Ils sont utilisés dans le contexte éducatif pour permettre à des élèves empêchés - malades, accidentés - d'assister aux enseignements depuis leur domicile ou une structure médicale, quand ils ne peuvent pas être dans la classe. »



Confronté à la réticence des personnels, en plus d'un discours culpabilisant, le représentant de commerce de l'entreprise Awabot (« leader de la téléprésence mobile »), va même plus loin en expliquant qu'on pourrait envisager d'utiliser Ted-i dans bien d'autres cas, y compris en cas d'exclusion d'élèves...

Alors que nos conditions de travail se dégradent comme jamais sous l'effet des suppressions de postes et des mesures du « choc des savoirs », que l'inclusion scolaire systématique et forcée fait exploser la souffrance au travail et prive les élèves de l'accompagnement et de l'enseignement spécialisé auquel ils ont droit, alors que la paupérisation de l'éducation nationale et de ses personnels n'a jamais été aussi criante, le rectorat de Lille et le ministère préfèrent dépenser 10 millions d'euros pour remplacer l'humain par la technologie ! Les élèves ont besoin de professeurs, d'AESH, d'infirmières, de psy-en... et non de gadgets marquetés par des startuperes en quête de nouveaux marchés pour leur business model !

Avec le snFOlc revendiquons :

- l'arrêt total du déploiement des dispositifs de **télé-éducation inclusive** (4 000 en France !)
- le maintien et le renforcement de tous les moyens au profit des élèves hospitalisés ou en situation de handicap : accompagnement, enseignement spécialisé, enseignants en milieu hospitalier, à domicile...
- le respect de la mission essentielle d'accompagnement des élèves (et non de machines!) par les personnels AESH, la création d'un statut garantissant cette mission.
- le respect de la liberté pédagogique des professeurs, qui n'ont pas à être culpabilisés dans leur refus de se soumettre à toutes les expérimentations, y compris les plus farfelues
- l'abandon des mesures dites du « choc des savoirs » et la création de tous les postes nécessaires
- l'ouverture de négociations sur le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat depuis 2000
- le respect de la liberté pédagogique individuelle et du RGPD pour les personnels dans l'exercice de leurs fonctions.

